

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2031/Add.8  
10 août 1951  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 20 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION  
RELATIVE A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Propositions et observations des gouvernements concernant le  
projet de convention

XVII. Australie

Les propositions et observations suivantes, datées du 7 août 1951, ont été reçues du Gouvernement de l'Australie :

"Le Gouvernement de l'Australie tient à affirmer de nouveau qu'il donne tout son appui aux efforts par lesquels on espère atteindre certains objectifs en adoptant une Convention sur la liberté de l'information, ces objectifs étant de favoriser toutes mesures permettant d'assurer la libre circulation des nouvelles et des informations, sous la seule réserve des restrictions équitables et raisonnables que l'intérêt public exige.

Cependant, le Gouvernement de l'Australie craint qu'il ne soit tiré parti de l'énumération des restrictions qui peuvent être équitablement imposées à la circulation des informations pour sanctionner des restrictions inutiles

et critiquables de cette liberté. Ce n'est donc pas sans appréhensions que le Gouvernement de l'Australie a pris connaissance des projets d'amendements à l'article 2, présentés dans la résolution A du Comité qui a rédigé le rapport, car ces amendements révèlent une tendance qui, de l'avis du Gouvernement de l'Australie, pourrait se traduire par une limitation et non par une expansion des buts énoncés dans la convention.

Le Gouvernement de l'Australie s'inquiète également de la confusion que pourrait faire naître l'article 10 et, considérant l'importance des rapports entre le projet de convention et le Pacte relatif aux droits de l'homme, il estime qu'il y a lieu de ne pas donner d'autre suite au projet de Convention tant que la Commission des droits de l'homme n'aura pas terminé ses travaux sur le Pacte.

Se fondant sur ces considérations, et estimant que le texte du projet de convention ne peut, à l'heure actuelle, recueillir assez d'appuis pour que la ratification en soit assurée, le Gouvernement de l'Australie est opposé à la convocation d'une conférence spéciale sur cette question dans les circonstances présentes".